

"Veut-on tuer l'Euratom?" dans La France catholique (25 mars 1966)

Légende: Le 25 mars 1966, le journal français La France catholique s'interroge sur les véritables raisons de l'échec de la politique menée par Euratom et prône une réorganisation des programmes de recherche de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA).

Source: La France catholique. 25.03.1966. [s.l.].

Copyright: (c) La France catholique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"veut_on_tuer_l_euratom_"_dans_la_france_catholique_25_mars_1966-fr-4ecdf785-ef0c-4e65-8ff2-345f44692276.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Veut-on tuer l'Euratom ?

La recherche, enfant maltraité de l'Europe

par Alfred Frisch

Fort heureusement, l'Allemagne et la France viennent de décider, sur l'initiative personnelle du chancelier Erhard, de renforcer leur collaboration dans le domaine de la recherche scientifique et technique. Après avoir fait preuve d'une certaine indifférence pendant une période trop longue, malgré différents efforts français, le gouvernement d'outre-Rhin a désormais compris les limites de plus en plus étroites des efforts nationaux dans un domaine aussi compliqué que coûteux.

Une première réalisation est, d'ailleurs, déjà décidée. Il s'agit de la construction en commun à Grenoble d'un réacteur atomique de recherche dans le cadre d'un institut dirigé par un professeur allemand et occupant plus de 100 personnes. Seulement, une hirondelle ne fait pas le printemps et une décision intergouvernementale n'aboutit pas toujours à une coordination réelle des recherches. En effet, la situation européenne est, à présent, dans ce domaine assez sombre. La Grande-Bretagne ne vient-elle pas de faire connaître son intention de se retirer de l'organisation européenne commune chargée de construire une fusée puissante pour le lancement d'un grand satellite spatial européen, et ceci dans un esprit d'économie mal placé ?

La situation de l'Euratom, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, apparaît aux observateurs qualifiés particulièrement critique. Sans aucune exagération, ils se croient obligés de poser franchement la question si les gouvernements des pays membres souhaitent encore le succès d'Euratom ou s'ils veulent condamner cette institution à une mort lente.

Après l'échec de l'armée européenne en août 1954, la collaboration européenne dans le domaine atomique avait été considérée par tous comme la seule issue valable d'une grave crise. Le succès du Marché commun devait pourtant pousser rapidement Euratom vers l'arrière-plan. Ce n'est, néanmoins, pas une raison pour gâcher une chance européenne réelle et ne pas faire fonctionner convenablement cette communauté.

Avant de parler de ses difficultés, il est utile de rappeler brièvement ses principes et objectifs : coordination des programmes de recherche des pays membres ; installation de centres de recherches communs, capables de donner à l'ensemble de l'action scientifique atomique un élan communautaire ; mise au point de réacteurs de puissance rentables afin d'assurer l'approvisionnement de l'Europe en énergie atomique à des conditions économiques ; renforcement de la capacité concurrentielle de l'industrie atomique européenne.

Si l'on veut caractériser la situation actuelle de l'Euratom, et si l'on veut se faire une idée de l'échec de cette louable et indispensable tentative européenne, il suffit de signaler que son premier objectif n'a même pas été partiellement atteint, et que ceux qui souhaitent lui redonner vie n'osent plus exiger la coordination des programmes de recherche nationaux, mais seulement avec modestie leur confrontation obligatoire et régulière afin que les gouvernements soient enfin incités concrètement et avec insistance à réfléchir sur l'utilité d'une coordination à peu près sensée.

La concentration des efforts envisagés au moment de la mise en place de l'Euratom a été remplacée par une incroyable dispersion. Chaque pays membre a voulu s'assurer une part aussi grande que possible de la masse des crédits européens disponible. Il a fallu installer des centres de recherche communs multiples en Italie, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, au lieu de créer un ou deux grands laboratoires.

Il a fallu, en outre, multiplier les contrats d'association afin que l'Euratom puisse financièrement saupoudrer un très grand nombre de projets nationaux de toutes sortes sans pouvoir les influencer réellement et sans se servir de son levier financier pour la coordination des recherches. Les laboratoires nationaux donnaient très visiblement la préférence à des participations minoritaires d'Euratom.

En principe, tout crédit devait être accompagné de l'envoi dans le centre de recherche national favorisé de

savants ou de techniciens atomiques européens travaillant au nom d'Euratom et assurant une liaison organique à travers l'Europe. Malheureusement, à différentes reprises, le Conseil des ministres a refusé à Euratom les crédits nécessaires pour l'engagement de ces techniciens, de telle sorte que la plupart des contrats d'association n'ont plus qu'une valeur européenne réduite.

Afin de remettre la maison en ordre, il serait nécessaire de donner à la politique d'association un caractère strictement européen en ne la considérant plus comme un instrument de répartition des crédits d'Euratom dans l'intérêt de la recherche nationale. Il faudrait, en outre, concentrer l'essentiel des efforts sur la mise au point de réacteurs modernes et rentables dans un ou deux centres de recherche européens bien dotés, ce qui suppose la reconversion de quelques centres de recherches créés par égard pour des revendications nationales peu défendables.

Malheureusement, l'Euratom ne prend pas encore ce chemin. Son dernier budget de recherche est, sans doute, assez impressionnant, s'élevant à presque 100 millions de dollars pour l'année en cours, mais il est insuffisant en raison de la dispersion des efforts. Les gouvernements nationaux ne veulent pas comprendre qu'une bonne utilisation du centre d'Ispra s'accompagne de dépenses croissantes au fur et à mesure que les recherches avancent. Le Conseil des ministres a refusé aussi bien l'augmentation des crédits pour Ispra que l'abandon d'un certain nombre de projets secondaires, à Ispra ou ailleurs, afin de permettre ainsi aux responsables de développer dans des proportions souhaitables leurs recherches essentielles.

L'Euratom glisse donc de plus en plus vers une voie sans issue. Son seul espoir réside dans la fusion des exécutifs et dans une Commission unique capable de faire prévaloir en face des gouvernements les intérêts européens supérieurs au lieu de se considérer, comme ce fut trop souvent le cas pour l'actuelle Commission Atomique Européenne, comme le gérant consciencieux des intérêts nationaux.

Afin qu'on puisse se rendre compte du caractère dramatique de la situation, quelques chiffres doivent être livrés à la réflexion des lecteurs : les six pays du Marché commun ont consacré, en 1964, à la recherche et au développement nucléaires, environ 800 millions de dollars, soit approximativement autant que les Etats-Unis, qui sont, néanmoins, capables d'offrir à travers le monde des réacteurs de puissance concurrentiels, tandis que l'industrie atomique européenne est loin d'avoir atteint sa majorité.

Ces 800 millions de dollars ont représenté en outre 20 % de la valeur globale de toute l'électricité produite en 1964 dans le Marché commun, soit un taux de recherche absolument inhabituel par rapport au chiffre d'affaires. On peut en conclure qu'il y a là un regrettable et dommageable gaspillage, qui rend plus que jamais nécessaire une réorganisation rationnelle de l'Euratom.